

L'internationale des luttes contre les frais d'inscription dans l'enseignement supérieur

Partout dans le monde, la doctrine néolibérale, doublée de politiques d'austérité, attaque le droit à l'éducation et l'université gratuite et ouverte. Les tentatives, réussies ou non, d'augmenter les frais universitaires en sont les mesures les plus directes. Le plus souvent, les luttes étudiantes contre l'envol des coûts d'inscription à l'université, la marchandisation des savoirs et la croissance de l'endettement étudiant s'élargissent aux dimensions de mouvements sociaux. Quelques exemples en sont donnés ici.

Hugo Harari-Kermadec

Maître de conférences en économie de l'éducation, ENS Paris Saclay, membre du collectif CIDES (approches critiques et interdisciplinaires des dynamiques de l'enseignement supérieur)

Depuis novembre 2018, la mobilisation contre la hausse des frais d'inscription universitaires pour les étudiant·e·s étranger·e·s a repris le carré rouge, symbole de la lutte victorieuse des étudiant·e·s québécois·e·s de 2012 contre la hausse des frais de scolarité.

Il y a eu bien d'autres luttes dans le monde contre la hausse des frais d'inscription universitaires durant cette dernière décennie¹ : la mobilisation croate pour la gratuité de l'enseignement supérieur en 2009, suivie par celle des étudiant·e·s serbes en 2011 ; aux États-Unis, en particulier à New York et en Californie, en 2010 ; en Amérique latine – Colombie, Mexique², Pérou et surtout Chili où il s'agit de mettre fin à la privatisation des universités héritée de la dictature de Pinochet – en 2011 ; au Québec, avec l'impressionnant « printemps érable » en 2012.

Par-delà les spécificités des histoires militantes nationales, une grande homogénéité peut être soulignée dans ces mouvements, à commencer par leurs revendications pour une université publique, gratuite et de qualité, inscrites dans les luttes contre les politiques d'austérité et le néo-libéralisme. C'est ainsi que dans plusieurs pays, des liens ont été tissés avec d'autres secteurs publics, l'hôpital en France en 2009 et en Croatie (où des mesures similaires de marchandisation de la santé étaient introduites), le secteur minier au Chili où le mouvement revendiquait la nationalisation des mines pour financer une éducation gratuite et de qualité.

NO L LUCRO EN L EDUC CIÓN

En 2011, au Chili, les scandales de corruption et les fermetures de formation en cours d'année – qui laissent les étudiant·e·s à la fois sans cours et endettés – déclenchent un mouvement massif dans les lycées et les universités. Dans

ce pays où les coûts annuels de l'éducation supérieure dans les universités publiques sont les plus élevés au monde en parité de pouvoir d'achat selon l'OCDE, les étudiant·e·s choisissent le mot d'ordre de « *Non au profit dans l'éducation* » (« *No al lucro en la educación* »). Leurs professeur·e·s – et même certains recteurs – se mobilisent contre les politiques d'austérité dans l'éducation et rejoignent leurs étudiant·e·s, cet élargissement permettant une hausse de la mobilisation étudiante et de l'audience médiatique.

Extrait de l'entretien avec Charles Soulié, le *Mensuel du Snesup*, n° 673, p. 9 :

« En 2011, la Suède a décidé d'introduire des droits d'inscription pour les étudiants non européens visant à leur faire payer 'le coût réel' de leurs études (soit de 10 000 à 30 000 euros par an). Résultat, le nombre d'étudiants arrivant de pays tiers a chuté de presque 80 %* »...

* Mikael Börjesson, « Oraison funèbre du modèle suédois : trois dimensions de la marchandisation de l'enseignement supérieur », *La Dérégulation universitaire. La construction étatisée des « marchés » des études supérieures dans le monde*, Christophe Charle, Charles Soulié (dir.), ARESER, Syllepse, 2015, p. 295.

¹ Hugo Harari-Kermadec, 2012. Les luttes étudiantes internationales – Un apport inestimable pour le mouvement social <https://www.snesup.fr/sites/default/files/asset/LE-SNESUP-607-PDF-BD.pdf>

² Le mouvement #yosoy132, « Je suis le 132^e » suivra en soutien aux 131 étudiant·e·s ayant chahuté le futur président lors de son meeting de campagne dans leur université.

Le mot d'ordre s'élargit lui aussi, en devenant « *Non au profit dans les mines* ». Le 4 août, face à l'obstination du gouvernement et à la répression, les occupations se multiplient et l'on assiste aux plus grandes mobilisations depuis les années 1970 et le coup d'État de Pinochet. Si les étudiant·e·s n'obtiennent pas de victoire immédiate, l'agenda politique s'en retrouve modifié pour longtemps et la question de la gratuité de l'éducation revient sur le devant de la scène. La candidate socialiste Michèle Bachelet intègre cette question au cœur de sa campagne présidentielle. Réélue, elle se limite finalement à une politique massive de bourses.

Sept ans après, 60 % des étudiant·e·s sont exonéré·e·s des frais d'inscription, mais l'éducation reste un secteur marchand. En 2018, les Chilien·ne·s ont à nouveau recours, contre le harcèlement sexuel et le machisme, à la pratique de l'occupation des universités, utilisée en France l'an dernier contre Parcoursup. Cette pratique, qui peut durer jusqu'à six mois, va de pair avec une volonté de contrôle direct des étudiant·e·s sur leur mouvement.

« CORRÉMENT DANS LE ROUGE »

Au Québec, la lutte contre les frais d'inscription commence en 2010, avec la politique d'austérité mise en oeuvre par le Parti libéral du Québec, alors au pouvoir, contre les services publics. Ce sont les coupes sociales mettant les classes populaires « *carrément dans le rouge* » qui donneront naissance au carré rouge désormais repris internationalement contre la hausse des frais.

La mobilisation démarre avec les élections des associations étudiantes, qui jouent au Québec, comme au Chili, un rôle bien plus important qu'en France : l'adhésion de tou·te·s les étudiant·e·s à l'association de leur établissement est obligatoire, celle-ci assurant diverses prestations sociales. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) mène campagne contre la hausse des frais universitaires et gagne de nombreuses adhésions. Elle constitue alors la Coalition large de l'ASSÉ avec d'autres associations pour organiser la mobilisa-



Les « manifestants » du printemps érable.

tion. Un long travail mène à une généralisation des votes de grève dans les établissements le 22 mars et à une manifestation de 200 000 personnes à Montréal. Les manifestations se multiplient, souvent nocturnes, parfois nues (*manifestations*) et les carrés rouges fleurissent sur tous les supports. Les porte-paroles des différentes associations étudiantes acquièrent une audience médiatique très importante mais restent sans aucun pouvoir exécutif. Ainsi, lorsqu'après plusieurs jours de négociation, le

D'abord arboré en 2004 par les membres du Collectif pour un Québec sans pauvreté et réinventé, dans l'ignorance de son premier emploi, comme symbole de la précarité au moment de la grève étudiante de 2005, le petit carré de tissu rouge, dont l'image sera bientôt reproduite sur tous les supports imaginables, va devenir, ici et ailleurs dans le monde, l'icône de la lutte étudiante et du mouvement social de 2012 au Québec.

Tiré de *Carrés rouges. Éléments de sociographie du mouvement de 2012*, d'Oliver Clain.

<https://www.erudit.org/fr/revues/rs/2013-v54-n3-rs01047/1020998ar.pdf>

gouvernement transmet une proposition aux syndicats étudiants québécois le 27 avril 2012, c'est au sein des assemblées générales que plus de 300 000 étudiant·e·s refusent l'accord et reconduisent la grève illimitée. En mai, le gouvernement change de ministre et vote une loi répressive, la loi « matraque », qui se retourne contre lui en provoquant une mobilisation citoyenne solidaire des étudiant·e·s. Le gouvernement finit par convoquer des élections anticipées qu'il perdra. La hausse des frais et la loi matraque sont annulées en septembre.

Cette année 2019, la mobilisation en France contre la hausse discriminatoire des frais universitaires n'est pas unique en Europe : les étudiant·e·s exigent une baisse des frais en Albanie et aux Pays-Bas, où l'on retrouve le carré rouge. Contre la logique du marché global des services marchands d'enseignement supérieur symbolisé par le classement de Shanghai, une autre internationalisation est possible, celle des luttes pour une université gratuite et ouverte.